

Mouvement syndical international

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **1 (1909)**

Heft 3

PDF erstellt am: **14.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

centrale. Grâce à l'appui du rédacteur de l'*Avenire del Lavoratore*, une sorte de coalition réunissant tous les séparatistes a pu être fondée.

Au congrès, les adhérents de cette coalition se sont donnés beaucoup de peines pour amener du chambard. Mais leurs efforts ont été vains.

Contre l'avis des séparatistes qui proposaient de diminuer la cotisation, le congrès décida à une forte majorité de la maintenir au taux fixé, équivalant au salaire d'une heure de travail par semaine.

Au sujet des organes de publication, il fut décidé de maintenir le *Bauhandwerker* et *La Muraria*. Les deux journaux paraîtront bi-mensuellement. Le comité central est chargé de la rédaction.

La question de l'inscription de la fédération au registre du commerce a dû être renvoyée au prochain congrès.

La proposition concernant la création d'une caisse de secours a été rejetée.

On a recommandé aux membres de se joindre à une caisse de maladie basée sur le principe du libre échange.

A l'unanimité et sans autre discussion la proposition d'adhérer à l'Union suisse des fédérations syndicales a été approuvée.

Le congrès décida ensuite de déplacer le siège central de Bâle à Zurich et les secrétaires K ppler et Girardi ont été r elus; ce dernier, ayant été proposé pour le poste de secrétaire italien pour la Suisse orientale, ne restera chez les maçons que jusqu'au moment de son entrée en fonction au secrétariat italien.

La Fédération suisse des maçons compte actuellement 102 sections avec 2541 membres. Les recettes annuelles se montaient à fr. 33,220.63, les dépenses à fr. 27,250.38.

* * *

Avec la Fédération des maçons, l'Union suisse des fédérations syndicales réunit à nouveau toutes les fédérations syndicales qui jadis étaient affiliées à l'ancien «Gewerkschaftsbund». Espérons que l'union soit maintenant réalisée pour toujours et qu'elle nous donnera la force pour tenir tête, aussi bien au patronat du bâtiment qu'aux grands industriels.



Mouvement syndical international.

V^{me} rapport du secrétariat syndical international.

(Fin.)

Si le rapport est déjà incomplet pour ce qui concerne l'état des membres, l'activité des fédérations syndicales des différents pays dans le domaine des secours, il est encore moins complet pour ce qui concerne le domaine des *lutttes économiques*, leur importance et leurs résultats dans les différents pays.

Nous n'ignorons pas les grandes difficultés que l'on rencontre souvent lorsqu'il s'agit d'établir des rapports qui doivent nous procurer un aperçu général sur ce grand domaine de l'action syndicale.

Cependant, quand on songe qu'il s'agit là de la principale raison d'être de l'organisation, du but même du mouvement syndical, qu'il est impossible de donner une appréciation juste de la marche du mouvement sans être bien renseigné à ce sujet, on se dit qu'il devrait être possible de pouvoir mieux pénétrer dans ce domaine, en faisant de plus grands efforts pour bien utiliser au moins ce que l'on peut recueillir en matière.

Quoique les unions centrales des fédérations syndicales n'aient pas dans tous les pays le même rôle à jouer dans les mouvements, toutes devraient au moins s'int -

resser vivement à leur étendue et aux résultats. Peu à peu, elles devraient pouvoir arriver à organiser dans leurs milieux respectifs un service de rapport qui permettrait de se renseigner sur les faits les plus importants à signaler, ensuite, au secrétariat international.

Seuls, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark et les Pays scandinaves ont pu fournir des renseignements sur l'extension et en même temps sur les résultats des mouvements.

Les fédérations syndicales de l'Angleterre, de la Hollande, de la Finlande, de la Serbie, de la Bulgarie, de la Suisse et de l'Italie n'ont pu renseigner que sur l'étendue des mouvements.

La Belgique, la France et l'Espagne n'ont fourni aucun renseignement à ce sujet.

Pour autant qu'il est possible de tirer des renseignements sur l'extension et la portée des lutttes économiques du rapport international, il faut se tenir premièrement au tableau qui suit en ce qui concerne les dépenses des fédérations syndicales pour les grèves et lock-outs :

Dépenses des organisations syndicales pour les grèves en 1907.

Pays	Dépenses annuelles de toutes les organisations syndicales	En pour cent des recettes	Dépenses des fédérations affiliées à l'union syndicale du pays	Dépenses des unions syndicales	Dépenses pour autres secours	Recettes totales de toutes les organisations syndicales
	Fr.		Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1. Angleterre	6,500,000	10,9	?	35,600	30,421,800	59,776,000
2. Pays-Bas	221,607	14,1	221,607	7,240	173,400	1,569,900
3. Belgique	427,007	20,2	427,007	70,200	326,478	2,110,900
4. Danemark	835,618	28,5	466,972	250,710	611,980	2,928,700
5. Suède	1,152,775	30,6	1,152,775	422,057	237,040	3,792,600
6. Norvège	641,895	43,4	641,895	300	261,297	1,475,700
7. Finlande	30,767	21,2	30,767	244,347	2,942	144,705
8. Allemagne	18,954,898	26,3	17,758,110	90,790	17,468,600	71,818,200
9. Autriche	1,901,763	22,4	1,901,763	—	3,108,822	8,459,100
10. Hongrie	—	—	—	—	714,538	2,041,400
11. Serbie	45,715	56,7	45,715	1,975	15,635	80,600
12. Bulgarie	2,346	7,3	2,346	9,600	4,370	31,810
13. Suisse	287,536	21,3	287,536	4,701	113,860	1,344,648
14. Italie	?	?	?	9,955	—	—
Total	31,002,227		22,940,493	1,147,475	53,799,800	155,574,000
					chiffre rond	chiffre rond

Pour l'Angleterre, nous avons dû établir le chiffre nous-mêmes, parce qu'il n'est pas indiqué dans les tableaux qui contiennent le rapport international. Voilà comment nous avons procédé : Dans le rapport pour 1906, l'Angleterre a annoncé environ 4 millions de francs qui auraient été dépensés pour les grèves soutenues par les fédérations affiliées à l'Union syndicale. Cette somme peut repré-

senter environ les deux tiers de la dépense totale des syndicats anglais en 1907. Car, en consultant les statistiques officielles, nous ne trouvons pour la même année qu'environ 2,190,000 journées de travail perdues par suite de grèves ou de lock-outs. En multipliant ce chiffre par trois seulement (on reste en dessous de l'indemnité de grève payée par les syndicats anglais qui en moyenne dépasse 4 francs par jour), on obtient 6½ millions de francs ou à peu près ce qui aura été dépensé pour les luttes économiques par les organisations syndicales en Grande-Bretagne pendant l'année 1907. S'il est possible que toutes les journées perdues n'ont pas été indemnisées, il ne faut pas oublier que les statistiques officielles restent généralement un peu en dessous de la réalité. Nous ne croyons donc pas avoir exagéré en admettant le chiffre de 6½ millions de francs pour compléter un peu le tableau. D'après ce tableau, ce serait la Serbie qui aurait fait, proportionnellement aux recettes, les plus forts sacrifices (56 %) et la Bulgarie les plus minimes (7,3 %) pour les grèves en 1907. La Suisse avec 21,3 % se rapproche de la moyenne (25 %).

Pour avoir une appréciation juste, on ne peut naturellement pas se baser sur les plus petits pays et il faut consulter les chiffres de plusieurs années de suite. Cependant, on peut retenir ceci comme fait établi, qu'une organisation dont les dépenses pour grèves n'ont pas dépassé le 10 % des recettes s'est bien tirée d'affaire, pendant qu'une organisation qui a dû sacrifier plus de 30 % des recettes a dû passer une période sévère.

C'est d'après cette mesure tirée de l'aperçu général que nous pourrions aussi à l'avenir apprécier la situation dans nos fédérations syndicales en Suisse.

Pour la somme absolue de dépenses, c'est l'Allemagne qui se trouve en tête. Avec un sacrifice de près de 19 millions, elle dépasse de beaucoup l'Angleterre qui viendrait ensuite. Cela nous prouve que les entrepreneurs allemands doivent être considérés comme les plus récalcitrants, les plus puissants adversaires des organisations syndicales ouvrières. On sait déjà que le patronat allemand n'est pas en retard pour ce qui concerne la brutalité.

Ces faits sont assez importants pour nous en Suisse, parce que nos industriels dépendent en partie de leurs collègues allemands, puis, nous avons déjà pu nous rendre compte que nos patrons sont tout disposés à suivre les allemands pour tout ce qui concerne l'attitude hostile vis-à-vis des ouvriers syndiqués.

Si l'Angleterre qui compte presque autant de syndiqués que l'Allemagne ne se trouve pas placée à la même enseigne pour ce qui concerne les grèves, il ne faudrait pas en conclure que le patronat anglais est moins brutal que le patronat allemand. Nous attribuons ce fait à deux circonstances spéciales :

Premièrement, les syndicats anglais sont dans leur ensemble encore plus puissants vis-à-vis du patronat que c'est le cas pour les syndicats allemands. Ensuite, les syndicats anglais sont reconnus officiellement par les patrons déjà depuis des années, il y a longtemps qu'ils ont réussi à améliorer les conditions de travail, à obtenir maintes concessions sur des questions qui, en Allemagne, donnent lieu à des luttes de principe entre organisations patronales et organisations ouvrières. Sitôt que, par suite du développement industriel des pays du continent, l'industrie anglaise se trouvera sérieusement menacée sur le marché international, la situation changera également pour les syndicats anglais. Elle a du reste déjà commencé à changer.

En ajoutant maintenant 2 à 3 millions aux dépenses totales pour grèves annoncées pour les pays qui n'ont point donné de renseignements à ce sujet, soit la France, l'Espagne, l'Italie, l'Hongrie, nous obtiendrons la jolie somme de 34 millions de francs que les syndicats en

Europe auraient dépensés en 1907 pour les grèves et lock-outs. Cette somme représente environ le tiers de la valeur des salaires sacrifiés par les travailleurs. Elle aura sans doute le don d'entraîner nos bourgeois bien pensants et leurs économistes aux plus belles spéculations sur l'utilité de la paix industrielle.»

Ces messieurs semblent fort s'émouvoir des pertes terribles qui résultent des grèves pour la vie économique nationale et pour les travailleurs mêmes. Sans doute que la classe ouvrière subit de grandes pertes momentanées à la suite des grèves, pertes avec lesquelles chaque syndiqué intelligent doit compter avant de se prononcer pour la grève. En réalité, ces pertes ne sont pas aussi considérables qu'elles ne paraissent à première vue.

Admettons que le prolétariat d'Europe ait perdu, en 1907, 90 millions de francs de salaire pour grèves, ce qui correspondrait, en prenant pour base un gain journalier moyen de fr. 4.50, à une perte de 20 millions de journées de travail ou à la suspension constante du travail de 6666 ouvriers. Chacun qui a déjà entendu parler d'ordre économique capitaliste ou qui a même déjà passé une crise économique, pourra ainsi s'imaginer facilement que cette somme de jours de travail sacrifiés devra réduire directement ou indirectement l'effet de ces crises. Directement par l'arrêt momentané de la production, indirectement ou ultérieurement par l'amélioration ou par l'empêchement des conditions de travail, but qui est poursuivi par la plupart des grèves.

Du reste, il ne dépendrait que de la volonté des capitalistes d'épargner à la société les pertes subies par suite de grèves, en obtempérant aux revendications de la classe ouvrière, avant que celle-ci recourt au moyen de lutte le plus extrême. En tous cas, ils sont à en rendre responsables en première ligne.

Il nous reste à ajouter encore que la société subit des pertes bien plus fortes dans sa vie économique, par suite des existences de parasites et notamment par le militarisme, ainsi que par l'incapacité notoire des capitalistes consistant à régler la production quelque peu seulement.

Là, des sommes énormes de temps et d'argent sont perdues absolument, en comparaison desquelles la perte totale résultant des grèves est tout à fait insignifiante. Nos critiques n'y pensent pas, c'est tout compréhensible.

Avec tout cela le fait subsiste que le prolétariat organisé doit faire des sacrifices énormes, afin de pouvoir maintenir sa position modeste certainement au sein de la société.

Comme nous avons fait remarquer au commencement déjà, le rapport international ne contient aucune statistique sur l'extension des mouvements, ainsi nous devons établir celle-ci nous-mêmes, tant bien que mal, d'après les rapports des différents pays, et nous arrivons aux résultats suivants :

En 1907, des grèves et lock-outs ont été signalés

En	Cas	Nombre des ouvriers atteints	Pour cent des ouvriers occupés	Pour cent des ouvriers syndiqués
Angleterre	601	147,498	1,2	7,0
Pays-Bas	155	14,284	1,8	17,8
Danemark	?	6,264	1,7	5,6
Suède	157	13,503	1,5	5,6
Finlande	162	6,500*	2,3	20,3
Allemagne	2792	281,000*	1,6	11,4
Autriche	1019	183,000	4,0	36,5
Hongrie	611	45,000	2,0	31,6
Serbie	24	3,000	3,3	55,5
Bulgarie	21	3,900	3,2	39,0
Suisse	200	10,000*	1,1	7,3
Italie	2279	453,000*	18,8	116,9

* Chiffres ronds.

Il est regrettable que les indications, desquelles nous avons rassemblé notre statistique, ne puissent être considérées comme étant exactes, autrement nous en aurions obtenu une échelle idéale, afin de tirer nos conclusions sur l'importance des luttes économiques et sur la puissance et la rapidité d'action de nos organisations syndicales dans les différents pays. Nous devons déclarer nettement que les chiffres indiqués sont pour la presque totalité en dessous de la réalité, vu que les centrales syndicales qui en fournissaient les indications, ne devaient pas être à même de recevoir des renseignements sur tous les cas, et les statistiques officielles, auxquelles on eut souvent recours, vu les intérêts de l'Etat, ne renseignent que très rarement sur l'extension complète des luttes économiques.

Cependant, nous pouvons conclure de notre statistique que les luttes économiques en Italie, Autriche, Hongrie, Finlande et aux Etats balkaniques, de 1907, ont atteint un pour cent proportionnellement fort de la classe ouvrière en général et, dans ces pays respectifs, un pour cent énormément haut du prolétariat organisé. L'Italie dépasse de beaucoup tous les autres pays, elle a été atteinte pour ainsi dire d'une fièvre de lutte. La France se montrerait sous le même jour, si l'on en connaissait les chiffres.

Afin de nous former un jugement exact sur le mouvement et les luttes économiques dans les différents pays, nous devrions pouvoir comparer, comme ci-dessous, pour plusieurs années même, les dépenses des syndicats pour grèves, en général et par tête des ouvriers atteints et ensuite les mettre en face des indications sur l'extension des luttes, ainsi que des résultats obtenus relativement à l'augmentation des salaires, de la réduction de la journée de travail et d'autres améliorations éventuelles.

Il est à espérer que, dans un temps rapproché, les statistiques internationales soient organisées de telle façon. Pour le moment, nous devons constater que l'an 1907 a fait subir aux organisations syndicales de toute l'Europe un baptême de feu rigoureux dans la lutte économique, mais spécialement à celles du continent.

En outre, il ressort nettement du rapport international sur le mouvement syndical que le prolétariat des pays accusant le plus fort pour cent d'ouvriers organisés payant les plus fortes cotisations, et où l'organisation centrale sert de règle pour l'organisation syndicale, s'en tirait le plus favorablement.

Quiconque voudra se renseigner plus exactement là-dessus, n'aura qu'à examiner spécialement encore les rapports des différents pays respectifs.



L'ACTION DIRECTE.

Par *Jean Sigg.*

(Suite.)

Des mesures sévères sont prises pour le maintien de l'ordre dans la banlieue. Des ordres rigoureux ont été donnés à la troupe et à la police. Au moment d'une immense réunion à la Bourse du travail de Paris, un officier d'infanterie fait des déclarations de socialisme et il est reconduit à la rue, au milieu des acclamations des ouvriers. Toulon, où les ouvriers du gaz sont en grève, est totalement plongée dans la nuit. A Bordeaux tout est calme. A Lille, les ouvriers des tabacs ont tous abandonné le travail.

La police est maîtresse de Paris. Les rues sont désertes et les ouvriers tiennent de nombreux meetings. Les ouvriers ébénistes, au nombre de 1500, votent

la grève générale de la corporation pour obtenir la journée de huit heures et la suppression du travail aux pièces. Les maçons et les autres travailleurs de la pierre, les ouvriers menuisiers, les métallurgistes, les fondeurs-typographes, les ouvriers lithographes, les sculpteurs sur bois, etc., tous revendiquent cette journée de huit heures et, la plupart, aussi la suppression du travail aux pièces.

Même agitation dans un grand nombre de villes de la France en ce jour de Premier Mai. Ainsi, à Nantes, Saint-Etienne, Rive-de-Gier, Brest, Toulouse.

De nombreuses perquisitions et arrestations ont lieu et la police est plus brutale encore que de coutume, si c'est possible.

Mais tout cela n'est pas très profond et reste à la surface. Seules quelques corporations sont parties pour un mouvement plus profond.

Les terrassiers tiennent à leurs patrons un langage très ferme:

AUX ENTREPRENEURS DE TRAVAUX PUBLICS!

Nous voulons la journée de huit heures, sans diminution de salaire, et nous l'obtiendrons, de gré ou de force, parce que notre réclamation est juste et des dénégations à ce sujet ne seraient pas fondées. En ne travaillant que huit heures, nous ne diminuerons vos gains que d'un cinquième. Les rabais scandaleux que vous avez consentis jusqu'à ce jour dans vos entreprises, s'élèvent aux deux cinquièmes du montant des prix de vos adjudications. En diminuant le chiffre de vos rabais, vous réaliserez le même gain, plus ou moins licite.

Et cela continue sur ce ton tout le long d'une affiche.

Les ouvriers de la voiture ne parlent pas moins clairement et, aux revendications courantes, les ouvriers du bâtiment ajoutent encore celle de l'abolition du marchandage qui fait tous les jours sentir ses effets désastreux, malgré le décret de 1848.

En somme, selon les uns, il y a en ce jour de Premier Mai, rien qu'à Paris, 70,000 chômeurs, 100,000 selon les autres.

La Confédération générale du travail fait publier, le 2 mai, un ardent manifeste que je reproduis tout au long, car, pour la classe ouvrière française, il a toute la valeur d'un document historique:

En vue du Premier Mai, le gouvernement a mis Paris en état de siège et il a étendu ses folles mesures de provocation à quantité de centres ouvriers.

Au ridicule de l'immonde complot qu'il a inventé, il a ajouté le ridicule d'une mobilisation criminelle.

Ce gouvernement qui compta parmi ses membres d'ardents champions de la liberté individuelle, alors qu'il s'agissait de défendre un capitaine, aujourd'hui que la liberté des travailleurs est en jeu, s'est ravalé plus bas qu'un Dupuy et a fait siens les procédés inquisitoriaux de Napoléon III. Il a mis en fonctionnement ces lois scélérates, contre lesquelles Clémenceau, Briand, etc., fulminaient si éloquemment . . . avant qu'ils ne soient ministres. Arrestations et perquisitions arbitraires! Mise à néant de la fameuse «hospitalité républicaine» par l'expulsion en masse de réfugiés. Suppression, en fait, de la liberté de réunion. Décachetage et barbotage¹ des cor-

¹ Vol.